

## Le synode de Lviv

(8-10 mars 1946)

par Bohdan R. BOCIURKIW \*

Pendant la seconde moitié des années quarante, par une suite de manœuvres politiques étroitement coordonnées, la réalité publique de l'Église unie (dite aussi gréco-catholique<sup>1</sup>) d'Ukraine a été pratiquement éliminée au sein du bloc soviétique<sup>2</sup>, la majeure partie de son clergé ayant été « convertie » de force à l'Orthodoxie ou contrainte à vivre dans les « catacombes ».

Si l'on envisage les faits dans une perspective plus large, la suppression de l'Église catholique orientale dans la sphère d'influence soviétique n'est qu'un nouveau moment du jeu de bascule, cette fois en Orient, dans la lutte religieuse séculaire entre Moscou et Rome. Elle est venue mettre fin apparemment au chapitre historique ouvert par l'Union de Brest en 1596. Pour celui qui étudie la politique soviétique, les événements de 1945-1949 et leurs répercussions offrent une excellente approche de la nature et des méthodes de la politique religieuse du Kremlin, inspirée par sa politique des nationalités, qui demeure une des principales variables de la politique religieuse soviétique.

\* Bohdan R. Bociurkiw est professeur à Carleton University, Ottawa (Canada). L'auteur voudrait exprimer sa reconnaissance au Conseil du Canada et au Comité de recherche de l'Université de l'Alberta pour leur assistance financière qui lui a permis les recherches nécessaires à la rédaction de cet article. Celui-ci a paru en langue anglaise sous le titre : *Ukrainian Churches Under Soviet Rule: two Case Studies*, Harvard University, Cambridge (Ma) 1986. Traduction Marguerite Delmotte.

1. Le terme « gréco-catholique » a été introduit au XVIII<sup>e</sup> siècle par les autorités autrichiennes pour désigner tous les catholiques de rite oriental dans l'Empire. Chez les Ukrainiens occidentaux, cette désignation, de même que celle, plus récente, de « catholiques ukrainiens », ont généralement remplacé le nom historique d'« uniates ». Les trois désignations seront utilisées de manière interchangeable dans cet article.

2. La suppression en bloc du catholicisme oriental a affecté, outre l'Église gréco-catholique ukrainienne en Galicie orientale, en Ukraine carpathique, en Pologne et dans le diocèse de Presov au nord-est de la Slovaquie, les Églises uniates de Biélorussie occidentale (environ 30 000 fidèles), de Roumanie (quatre diocèses avec 1 400 000 fidèles en 1932) et de Hongrie (un diocèse avec environ 142 000 fidèles). Voir « Vatikana pravoslavia cirkev », dans *Svetlo Pravoslavia*, n° 3-4 (1<sup>er</sup> juillet 1950), p. 44 ; et Walter Kolarz, *Religion in the Soviet Union*, Londres, 1961, p. 226.

La présente étude ne traitera que de l'une des Églises unies, la plus considérable, l'Église grecque-catholique ukrainienne. Celle-ci comprenait, à l'époque de sa liquidation (dans la seule République socialiste soviétique d'Ukraine), quatre diocèses avec un métropolite, sept évêques, environ 2 400 prêtres, plus de six cents moines et de mille religieuses, et près de quatre millions de fidèles<sup>3</sup>. Après une partie descriptive nécessairement réduite, cet article analysera des aspects du problème tels que les motivations qui ont présidé à la décision soviétique de liquider l'Église unie, les méthodes employées, le degré de succès obtenu par la « campagne de réunion », le rôle joué dans le déroulement des faits par l'Église orthodoxe russe, et enfin, la signification politique plus large de ces événements.

## I

Ce n'est qu'en septembre 1939 que l'annexion de l'Ukraine occidentale par l'Union soviétique plaça le régime face au problème de la politique à adopter à l'égard de l'Église catholique ukrainienne. Mais les deux considérations principales qui devaient entrer en ligne de compte dans la formulation de cette politique peuvent être aisément identifiées à partir des principes qui avaient présidé à la politique religieuse du Parti au cours des deux décennies précédentes. C'est, d'une part, la nécessité idéologique de combattre toute religion comme une « illusion » scientifiquement insoutenable et socialement pernicieuse, présentant un obstacle à la réalisation de la société communiste. C'est, d'autre part, la formule léniniste subordonnant la lutte antireligieuse aux objectifs politiques et économiques plus larges du Parti bolchevique et par-dessus tout, à la conquête et à la conservation du pouvoir politique<sup>4</sup>. La tension inévitable entre les considérations idéologiques et les facteurs pragmatiques a nécessité de la part du Kremlin non seulement une adaptation continue de la politique religieuse aux changements de stratégie dans d'autres domaines comme ceux de l'économie, des nationalités, des affaires étrangères, mais aussi une discrimination entre les différents groupes religieux d'après leur utilité politique pour le régime.

3. Selon les statistiques polonaises officielles pour 1934, la métropole galicienne de l'Église gréco-catholique comprenait alors un métropolite, sept évêques et un administrateur apostolique, 2 341 prêtres séculiers, 609 moines (dont 159 prêtres), 1 060 religieuses, une académie de théologie et deux séminaires avec 634 étudiants, 145 novices, 32 monastères et 139 couvents, et 1 907 paroisses avec environ 3 900 000 fidèles (chiffres fournis par Stepan Baran, *Mytropolyt Andrei Sheptyts'kyi*, Munich, 1947, p. 144 ; cf. *Svetlo Pravoslavia*, « Vatikan » art. cit.). Le diocèse de Munkacs en Ukraine carpathique (occupé par les troupes soviétiques en octobre 1944 et annexé formellement à la République socialiste soviétique d'Ukraine par le traité soviéto-tchécoslovaque du 29 juin 1945) comptait avant la guerre un évêque, 354 prêtres, 35 moines et 50 religieuses dans cinq monastères et trois couvents, 281 paroisses avec 459 églises et 461 555 fidèles (« Holhota Unii v Karpatskii Ukraini », dans *Zhyttia i slovo*, 1949, n° 3-4, p. 327). Les chiffres pour l'année 1945 sont donnés dans l'ouvrage de Stepan Baran, *Metropolyt Andrei Sheptytskyi*, op. cit., pp. 144-145.

4. Voir l'article de Lénine « Ob otoshenii rabochei partii k religii », paru pour la première fois à Paris dans *Proletarii*, n° 45, 26 mai 1909.

Dès le début des années vingt, le sort fait au catholicisme par la politique bolchevique, fut l'un des moins favorables dans l'échelle mobile de la tolérance officielle. Après le procès de Cieplak, Budkiewicz et des autres dirigeants catholiques qui eut lieu en 1923, des vagues successives de persécution aboutirent, vers la fin des années trente, à la destruction de toute institution catholique en U.R.S.S.<sup>5</sup>. Parmi les premières victimes de cette campagne, il faut citer la jeune Église grecque-catholique russe avec son chef l'exarque Leonid Fedorov, qui fut la première des Églises unies à être supprimée par le régime soviétique<sup>6</sup>.

On peut donner plusieurs raisons à l'acharnement de cette hostilité officielle à l'égard de l'Église catholique : la résistance persistante exercée par cette dernière aux dispositions les plus extrêmes de la législation religieuse soviétique, en particulier à l'interdiction de donner une instruction religieuse à la jeunesse, et à la confiscation des objets sacrés de l'Église<sup>7</sup> ; l'invulnérabilité relative de l'Église catholique à la « soviétisation » ; son alliance étroite avec les minorités nationales sous la mouvance occidentale, en particulier les Polonais<sup>8</sup> ; et, surtout, la soumission des catholiques au Vatican — ce « rempart de la réaction mondiale » — poste de commande d'une organisation ecclésiastique globale et siège d'une politique considérée comme hostile à la fois au peuple russe et au communisme international<sup>9</sup>.

Telles sont les principales considérations qui ont commandé l'attitude soviétique à l'égard de l'Église grecque-catholique. Cette dernière avait été traitée, dans la Russie pré-révolutionnaire, avec une hostilité plus accentuée encore que l'Église catholique romaine, considérée

5. Sur le martyrologe de l'Église catholique en U.R.S.S. de 1923 à 1939, voir Albert Galter, *The Red Book of the Persecuted Church*, 2<sup>e</sup> édition, Westminster, Maryland, 1957, pp. 46-52 ; et W. Kolarz, *op. cit.*, pp. 197-204.

6. Leonid Fedorov (1879-1935), originaire de Saint-Petersbourg, fut nommé par le métropolite André Szeptickij exarque de l'Église gréco-catholique russe naissante lors de son premier synode dans la capitale russe en mai 1917. Lors de son emprisonnement et de son procès en mars 1923 (avec Cieplak, Budkiewicz et treize autres dirigeants catholiques), il n'avait qu'environ dix prêtres et quelques milliers de fidèles sous sa juridiction (Galter, *The Red Book*, *op. cit.*, p. 41). Le long emprisonnement décrété à l'encontre de l'exarque Feodorov provoqua la ruine de sa jeune Église, dont la destruction fut apparemment motivée à cette époque par la crainte soviétique qu'elle ne devienne un pont pour la compréhension mutuelle entre l'Église catholique et l'Église orthodoxe. Pour une brève biographie de Fedorov, voir Paul Mailleux, *Entre Rome et Moscou. L'exarque Léonide Féodoroff*. Paris, éd. Desclée De Brouwer 1966 et Gregor Prokoptschuk, *Der Metropolit. Leben und Wirken des grossen Foerders der Kirchenunion Graf Andreas Scheptytzkyj*, Munich 1955, pp. 91-93. Un exposé détaillé du procès de 1923 a paru dans Francis McCullagh, *The Bolshevik Persecution of Christianity*, Londres, 1924, pp. 99-281, 329-352, 361-366.

7. Mc.Cullagh, *op. cit.*, pp. 106-107.

8. *Ibid.*, pp. 108-119 ; Boleslaw Szczesniak, *The Russian Revolution and Religion, 1917-1925*, South Bend, Indiana, 1959, pp. 226-233.

9. Voir par exemple l'article du principal « expert du Vatican » soviétique, M. Sheinman, « Poslevoennaia politika Vatikana », dans *Antireligioznik*, 1939, n° 5, pp. 7-14 ; et Iaroslav Halan, *Tvory*, Kiev, 1952, vol. II, pp. 336-353. Cf. Kolarz, *op. cit.*, pp. 176-178, 181-182.

comme le fer de lance de l'avant-garde romano-polonaise contre la « Sainte Russie » et comme le moyen utilisé pour séparer de Moscou les Ukrainiens et les Biélorussiens<sup>10</sup>. Contrairement à son analogue catholique romaine, l'Église unie était en effet hors-la-loi dans l'Empire russe, à la suite de la « réunion » opérée au Sobor de Polotsk en 1839 (à l'exception du diocèse de Kholm de l'Église unie, qui ne fut absorbé par l'Église russe qu'en 1875). Sans nul doute, le régime stalinien devenant, à partir des années trente, de plus en plus réceptif aux notions traditionnalistes de l'intérêt national de la Russie, cette appréciation négative de l'Église unie, renforcée par la prise de conscience de son étroite identification avec les aspirations nationales des Ukrainiens, ne pouvait qu'exercer son influence sur la politique soviétique à l'égard de cette Église.

Il se peut que le Kremlin ait, dès l'époque de la première occupation soviétique de l'Ukraine occidentale (1939-1941), pris la décision d'incorporer de force les gréco-catholiques dans l'Église orthodoxe russe. On a quelques preuves d'une concertation dans ce but dès ce moment entre le régime et le Patriarcat de Moscou, qui était presque moribond. Ainsi, dans les années 1939-1941, les autorités soviétiques s'étaient livrées, par une étude approfondie des moyens de défense internes de l'Église unie, à une exploration des facteurs de division qui pouvaient exister en son sein<sup>11</sup> et à l'établissement d'une liste des griefs qui pouvaient être élevés à son encontre<sup>12</sup>. Dès 1940, le N.K.V.D. commença à exercer des pressions croissantes sur le Dr Havryil Kostelnyk, éminent prêtre de Lviv<sup>13</sup>, personnage controversé, connu pour ses critiques ouvertes de la politique du Vatican à l'égard des unis, et à lancer un mouvement schismatique au sein de l'Église grecque-catholique dans le but de la séparer de Rome<sup>14</sup>. Simul-

10. Voir, par exemple, Halan, *op. cit.*, vol. II, pp. 276-278, 288-330.

11. La police et les « spécialistes de la religion » soviétiques ont témoigné d'un intérêt tout particulier pour les « ritualistes » (*obriadovtsi*) du clergé uniote et pour les tensions et les amosités personnelles et collectives au sein de l'Église. Voir Mykhailo Khomiak, « Borot'ba ukrains'koi katolyts'koi tserkvy pryty komunizmu » dans *Logos*, vol. I, 1950, n° 4, pp. 284-285 ; et Milena Rudnyts'ka (éd.), *Zakhidnia Ukraina pid bol'shevykamy, IX. 1939-VI.1941*, New York, 1958, pp. 123, 140.

12. Cette tâche fut, dit-on, confiée au recteur de l'Université de Lviv, Bychenko, qui néanmoins en informa confidentiellement le métropolite Szeptickij, l'avertissant de « l'inévitable liquidation » de l'Église gréco-catholique (Khomiak, *op. cit.*, p. 61). On admet généralement qu'un semblable rôle d'inquisiteur (« se familiariser avec les perfidies de l'Église gréco-catholique ») fut confié à un écrivain communiste, V. Beliaev, envoyé à Lviv à l'automne 1939 (*Mystetstvo*, 1960, n° 1, p. 20). Après la guerre, Beliaev publia une série de pamphlets et d'articles attaquant l'Église uniote, et spécialement feu le métropolite Szeptickij.

13. Une brève esquisse de la personnalité de Kostelnyk a paru dans l'article de Ivan Hryniokh, « The Destruction of the Ukrainian Catholic Church in the Soviet Union », publié dans *Prologue*, 1960, n° 1-2, p. 20.

14. Voir entre autres le pamphlet de Kostelnyk, *Nova doba nashoi Tserkvy*, Lviv, 1926, dans lequel il expose le « messianisme ukrainien-uniote » (assez populaire à l'époque dans le clergé gréco-catholique « blanc ») avec son mépris des différences dogmatiques entre l'Église catholique et l'Église orthodoxe, l'urgence de restaurer la

tanément, avec l'inévitable bénédiction des autorités, le Patriarcat de Moscou envoya en 1940 l'archevêque Nicolas Iarushevitch comme exarque patriarcal des territoires récemment annexés<sup>15</sup> et, au début de 1941, consacra l'archimandrite Panteleimon Rudyk comme évêque orthodoxe des diocèses de Lviv et de Stanislaviv, diocèses fermement catholiques<sup>16</sup>.

La presse soviétique, tout en gardant le silence sur la question de la « réunion », ne laissait planer aucun doute sur l'appréciation officielle du rôle politique et social de l'Église unie. A peine un mois après la « libération » de l'Ukraine occidentale, polonaise avant le Pacte Staline-Ribbentrop, le *Kommunist* de Kiev publiait un vaste réquisitoire contre l'Église :

Pendant toute l'histoire de l'Église uniate, de ses origines à nos jours, le clergé uniate a joué le rôle de serviteur fidèle de la Pologne bourgeoise en Ukraine occidentale. Il l'a secondée dans la mise en œuvre de sa politique d'exploitation brutale et d'oppression inhumaine, au plan national, du peuple d'Ukraine occidentale. Le métropolite uniate, l'évêque, le prêtre (et) le moine étaient de fidèles serviteurs de la contre-révolution, traîtres aux intérêts du peuple, ses ennemis...<sup>17</sup>.

« pureté » du rite oriental dans l'Église uniate, de « créer une idéologie » dans l'uniatisme, de réunir tous les rites uniates et d'en faire « un pouvoir de contre-poids équivalent » entre l'Orient et l'Occident. Sa critique du Vatican avait valu au Rév. Kostelnyk d'être démis en 1930 à la fois de sa chaire de professeur à l'Académie théologique de Lviv et de sa qualité d'éditeur de la revue ecclésiastique *Nyva*. Rien cependant, dans les propos tenus par Kostelnyk entre les deux guerres, ne fait supposer soit un désir de « réunion » avec l'Église orthodoxe russe, soit une sympathie pour le régime soviétique (voir par exemple son article « Persha zustrich z bol'shevykamy », reproduit dans Rudnytska, *Zakhidnia Ukraina, op. cit.*, pp. 15-27). Bien que la police soviétique ait essayé d'exercer un chantage à l'encontre de Kostelnyk en organisant une fissure dans l'Église gréco-catholique par l'arrestation de son fils de 17 ans (qui de toute évidence fut assassiné en juin 1941), Kostelnyk réussit à résister aux pressions (Khomiak, « Borotba », *art. cit.*, pp. 285-286 ; cf. Hrynioch, « The Destruction », *art. cit.*, p. 21). En même temps, les autorités tentèrent de « convaincre » l'évêque Khomyshyn de Stanislaviv et son vicaire, l'évêque Liatyshevskiy, de contester la juridiction de leur supérieur, le métropolite Szeptickij (Khomiak, « Borotba », *art. cit.*, p. 286).

15. En janvier 1941, au cours de sa visite à l'unique paroisse orthodoxe de Lviv, il publia un appel à la « réunion des gréco-catholiques avec l'Église orthodoxe russe » (*ibid.*, 1951, n° 1, pp. 60-61).

16. Auparavant, le Patriarcat avait essayé en vain de confier la tâche de « convertir » les uniates à l'archevêque Oleksii (Hromadskiy) de Kremienets. Plus tard, le 1<sup>er</sup> août 1941, Oleksii écrivit à l'un de ses confrères évêques : « ...J'ai été laissé d'emblée (après la « réunion » de 1940 avec Moscou) avec la seule région de Kremienets et le titre d'(évêque de) Halych et Ternopil, et avec l'ordre de convertir les uniates à l'Orthodoxie. Mais j'ai écrit alors au métropolite Serge (de Moscou) que le statut bolchevique de l'année précédente avait provoqué une telle haine à l'égard de Moscou qu'il fallait faire une croix pour longtemps sur la mission orthodoxe en Galicie. C'est pourquoi l'archimandrite Panteleimon a été consacré évêque de Lviv... » (*ibid.*, p. 62).

17. F. Iastrebov, « Uniiatske dukhivnytstvo na sluzhbi u polskoho panstva » dans *Kommunist*, 9 octobre 1939. Une appréciation un peu moins déformée de l'Union a paru dans le journal de la Ligue des athées militants, *Antireligioznik* : I. Elvin, « Tserkov na sluzhbe polskikh panov », novembre 1939, pp. 21-26 ; et V. Rozhitsyn, « Unii », octobre 1939, pp. 56-57.

En dépit de leur caractère grotesque, ces accusations féroces étaient, selon toute apparence, destinées à intimider le clergé et à saper le soutien qu'il recevait des laïcs ; mais elles n'atteignirent pas ces objectifs de sorte qu'elles ne furent pas suivies d'une attaque frontale contre l'Église. Assurément, le nouveau régime se hâta de nationaliser les propriétés foncières de l'Église et de fermer ses monastères, ses écoles de théologie, ses maisons d'édition, ses institutions caritatives et ses organisations laïques. Mais il se garda d'y mettre en œuvre quelques-unes des dispositions les plus destructrices de la législation religieuse soviétique<sup>18</sup>, et l'Union des Sans-Dieu militants n'eut pas l'autorisation d'étendre son réseau d'organisation en Ukraine occidentale<sup>19</sup>. Tandis que le clergé était frappé d'impôts discriminatoires et objet de nombreuses arrestations, et que plus de quarante prêtres étaient déportés ou exécutés<sup>20</sup>, les mesures soviétiques à l'encontre de l'épiscopat gréco-catholique, en raison de la résistance opposée par celui-ci aux mesures antireligieuses<sup>21</sup>, ne dépassèrent pas les tentatives plutôt maladroites pour poster des informateurs dans son entourage<sup>22</sup>. En effet, pendant la première occupation soviétique de l'Ukraine occidentale, les nouvelles autorités firent preuve d'une extrême prudence dans leurs relations avec l'Église gréco-catholique, prudence apparemment dictée par une situation internationale indécise, par le fait que ce territoire nouvelle-

18. En particulier, des dispositions telles que la nationalisation des bâtiments d'Église et de leur contenu, le transfert des églises et du clergé sous le contrôle des « vingt » laïcs et la mise en vigueur de l'interdiction faite au clergé de donner une instruction religieuse aux jeunes de moins de dix-huit ans. Voir Ivan Sukhopluev, *Vidokremennia tserkvy vid derzhavy. Zbirnyk zakonopolozhen S.R.S.R. i U.S.S.R., instruktii, obuzhnykiv i poisnen Narkomvnusprav U.S.S.R.*, Kharkiv, 1930.

19. N.S. Timasheff, *Religion in Soviet Russia (1917-1942)*, Londres, 1943, pp. 143-144. Le contenu de *Antireligioznik* pendant la période en question tend à confirmer les positions du professeur Timasheff.

20. Khomiak, « Borotba », *art. cit.*, p. 63 ; Iaroslav Nahurskyi, « Mytropolyt Sheptytskyi v litakh 1939-40 », *Zhyttia i slovo*, automne 1948, n° 2, p. 161. M. Rudnytska (*Zakhidnia Ukraina, op. cit.*, pp. 140-141) fournit une liste de vingt-huit prêtres qui disparurent sans laisser de traces pour le seul diocèse de Lviv.

21. Voir les lettres pastorales adressées par le métropolite Szeptickij au clergé et aux fidèles pendant les années 1939-1940 et reproduites dans *Lvivski Arkhyeparkhialni Vidomosti*, vol. LII (1939) et LIII (1940). La plupart des messages du métropolite visent à réfuter la propagande athéiste du régime, particulièrement parmi la jeunesse. A plusieurs occasions, le métropolite Szeptickij protesta auprès des autorités de Kiev et de Lviv contre des mesures soviétiques telles que l'interdiction faite au clergé de visiter les malades et les mourants dans les hôpitaux et la suppression des pratiques religieuses dans les écoles (voir Khomiak, « Borotba », *art. cit.*, pp. 282-283 ; et *First Victims of Communism, White Book on the Religious Persecution in Ukraine*, Rome, 1953, pp. 27-28). Convoqué en mai 1940, le Synode archiépiscope de la métropole (le premier depuis 1891) protesta contre la liquidation des monastères et des couvents et la confiscation des biens de l'Église, et excommunia ceux qui étaient engagés dans cette confiscation ou qui en avaient profité (Khomiak, « Borotba », *art. cit.*, p. 283.

22. *Ibid.*, p. 286.

ment annexé était exposé au point de vue stratégique, et en raison de la base populaire solide et de la cohésion interne de l'Église<sup>23</sup>.

## II

La seconde occupation de l'Ukraine occidentale par les Soviets en 1944 plaça l'Église gréco-catholique locale dans une situation beaucoup plus vulnérable que pendant sa première rencontre avec le régime bolchevique. L'exode massif de l'intelligentsia ukrainienne au moment du retour de l'Armée rouge non seulement affaiblit sérieusement la base laïque de l'Église, mais balaya aussi environ dix pour cent du clergé uni<sup>24</sup>. La mort du métropolite André Szeptickij le 1<sup>er</sup> novembre 1944 priva l'Église, au moment le plus critique de son existence, d'un chef de renommée mondiale qui, au cours de ses quarante-trois ans d'épiscopat sur le siège métropolitain de Lviv, s'était acquis un crédit unique sur le clergé et le peuple de l'Ukraine occidentale<sup>25</sup>. La position stratégique de ce territoire, qui pouvait avoir incité les Soviets à la retenue dans la manière de traiter l'Église en 1939-1941, avait désormais complètement changé ; au début du printemps de 1945, les armées soviétiques prenaient Berlin d'assaut et les frontières de l'*imperium* du Kremlin s'étendirent bientôt jusqu'au Danube et à l'Elbe. Le soutien moral ouvertement donné par l'Église gréco-catholique au mouvement nationaliste ukrainien pendant les trois années de l'occupation allemande exposait désormais l'Église à l'accusation de « trahison de la patrie soviétique »<sup>26</sup>. Celle-ci, en outre, avait dorénavant en face d'elle un rival puis-

23. En dépit des tentatives résolues des Soviets d'affaiblir l'Église, pas un seul membre du clergé gréco-catholique ukrainien ne renonça publiquement au sacerdoce ou ne contesta l'autorité de la hiérarchie pendant les années 1939-1944.

24. Environ 250 à 300 prêtres gréco-catholiques quittèrent l'Ukraine occidentale avant le retour de l'Armée rouge en 1944 (*Svillo*, 1960, n° 4, p. 158). Sur les efforts faits par le métropolite Szeptickij pour arrêter l'exode du clergé, voir Rév. I. Hryniouch, *Sluha Bozhyi Andrei — Blahovisnyk Iednosty*, Munich, 1961, p. 22.

25. Il est significatif qu'en mars 1946, aussitôt après avoir « voté » la dissolution de l'Église gréco-catholique, les participants du synode de Lviv célébrèrent un service à la mémoire du métropolite Szeptickij « précurseur de la réunion » (avec l'Église orthodoxe russe) en dépit des attaques haineuses contre le métropolite publiées par la presse soviétique à l'époque (voir *Diiannia Soboru Hreko-Katolytskoi Tserkvy, 8-10 bereznia 1946, u Lvovi*, Lviv, 1946, pp. 136-137). En 1958 encore, le portrait de Szeptickij demeurait exposé dans le palais de l'archevêque (désormais orthodoxe) de Lviv (cf. Kolarz, *op. cit.*, p. 241).

26. A la fois en raison de la position unique du métropolite Szeptickij comme chef spirituel et national de l'Ukraine occidentale, et à cause du rôle important traditionnellement joué par le clergé uniate à la tête de la vie publique et culturelle, l'Église ne pouvait éviter de s'engager dans le grand mouvement nationaliste qui revint à la surface lorsque les Bolcheviques se retirèrent du pays, quitte à redescendre dans la semi-légalité et dans la clandestinité lorsque les Allemands dévoilèrent leur plan sur l'Ukraine. Cependant, le soutien moral accordé par l'Église au mouvement nationaliste ukrainien ne peut être considéré comme un « soutien accordé aux fascistes allemands ». Soit dit en passant, la conduite adoptée par l'Église, en protégeant des membres de la minorité juive contre les mesures d'extermination nazies peut être comparée, à son avantage, avec celle de toutes les Églises dans l'Europe occupée par les nazis. Voir John A. Armstrong, *Ukrainian Nationalism, 1939-1945*, New York, 1955, pp. 171-172 et Gregor Prokoptschuk, *op. cit.* (note 6), pp. 229-234.

sant et agressif dans le Patriarcat de Moscou, qui récoltait les éloges officiels pour sa contribution à l'effort de guerre soviétique et qui jouissait du soutien du gouvernement de Staline.

Ce changement capital dans les relations entre le régime et l'Église orthodoxe russe, résumé dans le « concordat » de septembre 1943<sup>27</sup>, ne pouvait que contribuer à confirmer la décision soviétique de liquider l'Église grecque-catholique ukrainienne en opérant sa « réunion » avec l'Église russe dans la tradition de la politique ecclésiastique des Tsars au XIX<sup>e</sup> siècle. Du point de vue soviétique, le bénéfice politique immédiat d'une telle opération l'emportait sur les considérations idéologiques à longue portée et sur l'utilisation embarrassante des porte-parole d'un État athée devenus les représentants en la circonstance de l'« Église patriotique ». Une suppression radicale ou même une simple « auto-dissolution » de l'Église unie aurait provoqué sur place une résistance populaire plus grande et à l'étranger une réaction plus hostile, à une époque où le Kremlin continuait à cultiver l'image d'une Russie « nouvelle » et « démocratique ». Le déploiement de force brutale, qu'aurait exigé une telle suppression, aurait eu un effet fâcheux non seulement sur les catholiques mais aussi sur les orthodoxes d'U.R.S.S. et des pays satellites ; enfin, la destruction d'une structure ecclésiastique officielle ne suffit pas, comme les bolcheviques l'avaient appris par leur expérience passée, à anéantir la foi et la pratique religieuse parmi les laïcs, mais conduit à amplifier les problèmes de surveillance et de contrôle. D'autre part, en organisant une « réunion » avec l'Orthodoxie, le régime espérait pouvoir exploiter certains sujets de division (par exemple sur les questions du célibat et du rite) au sein du clergé gréco-catholique, créer une fiction plus convaincante de « conversion volontaire » et, en ramenant le troupeau des unis dans le cadre dûment contrôlé de l'Église « loyaliste », minimiser l'activité extra-légale de l'Église des « catacombes ». La suppression pure et simple de l'Église gréco-catholique et son annexion au Patriarcat de Moscou n'était pas évidemment la seule manière possible de traiter le problème des unis. En fait, les précedents de la politique religieuse soviétique indiquaient plutôt le recours à la ruse et la recherche des moyens de diviser l'Église en soutenant en son sein une faction « rénovatrice » ou « patriotique », l'organisation d'un « coup » progressif pour purger le groupe religieux d'une direction « réactionnaire », ou simplement de réduire cette Église par des doses appropriées de propagande athéiste, de difficultés économiques, de harcèlement administratif et de terreur, à ne plus subsister qu'« entre la vie et la mort », comme cela avait été le cas pour l'Église orthodoxe russe pendant les années trente, avant le changement de tactique du Kremlin à l'égard de la religion.

27. Le terme « concordat » est pris ici au sens figuré pour désigner la réconciliation opérée pendant la guerre entre le régime et l'Église russe et dont le sommet a été la rencontre de Staline et de Molotov avec le *locum tenens* patriarcal, le métropolitain Serge, et les métropolitains Alexis et Nicolas le 4 septembre 1943.

Pour fournir une explication plus complète des motivations soviétiques qui ont présidé à la liquidation et à la conversion à l'Orthodoxie des catholiques ukrainiens, il faut aussi tenir compte de l'impact du nationalisme russe sur la pensée des dirigeants soviétiques de l'époque et, au moins indirectement, de l'impact du dépositaire historique de l'intérêt national, l'Église orthodoxe russe. Celle-ci, nonobstant les différences idéologiques qui la séparent du Parti, a fait cause commune avec le régime non seulement pour défendre la Russie contre les envahisseurs allemands mais aussi pour préserver et accroître le patrimoine impérial. Leur alliance dans la lutte contre le nationalisme ukrainien et sa base ecclésiastique en Ukraine occidentale, l'Union, ne pouvait que la pousser à réitérer les précédents de 1839 et de 1875.

### III

Les techniques appliquées dans la liquidation de l'Église gréco-catholique ukrainienne combinent les méthodes de lutte antireligieuse des Soviétiques qui ont fait leurs preuves avec certains des stratagèmes qui avaient été employés par le régime tsariste pour convertir les uniates dans les territoires annexés après les partages de la Pologne. Plusieurs étapes ont été entremêlées successivement dans le processus de liquidation de l'Union : 1) offensive psychologique ; 2) arrestation des dirigeants ; 3) création d'une direction « patriotique » après avoir fait le vide ; 4) intervention du Patriarcat de Moscou ; 5) « rééducation » du clergé uniaste ; 6) dissolution « volontaire » de l'Union avec Rome et « réunion » avec l'Église orthodoxe russe ; et 7) liquidation des survivances de l'Union.

1. *Offensive psychologique.* Les événements qui ont suivi immédiatement la mort du métropolite Szeptickij en novembre 1944 ne permettent pas de détecter de changement dans le traitement officiel de l'Église uniaste. Les autorités permirent à l'Église de célébrer les funérailles solennelles du métropolite défunt<sup>28</sup> et n'intervinrent pas dans l'installation de son successeur le métropolite Iossif Slipyi ; la publication dans la presse officielle de rapports sur l'accession de ce dernier au siège de Galicie semblait même impliquer la reconnaissance par le régime du nouveau dirigeant de l'Église gréco-catholique ukrainienne<sup>29</sup>. De son côté, l'Église rechercha activement un *modus vivendi* plus stable tant avec le gouvernement soviétique qu'avec le Patriarcat de Moscou. Elle envoya dans ce but une délégation pour s'entretenir avec le Conseil pour les affaires religieuses à Moscou et saluer le nouveau patriarche de Moscou, Alexis, à l'occasion de son installation en janvier 1945<sup>30</sup>.

28. *First Victims of Communism, op. cit.*, p. 32.

29. *Pravda*, 4 novembre 1944.

30. On rapporte qu'une délégation composée de l'abbé Clément Szeptickij (frère du métropolite) et des prêtres Kostelnyk, Buchynskiy et Kotiv, porta à Moscou une donation de 100 000 roubles de la part de l'Église pour la Croix Rouge soviétique. Halan, *Tvory, op. cit.*, vol. II, p. 285 ; *First Victims of Communism, op. cit.*, p. 32. Le mensuel catholique ukrainien *Svitlo* (1955, n° 4, p. 31) révèle que la délégation reçut à Moscou un « accueil hostile ».

Il ne fallut cependant pas longtemps pour que les autorités se mettent à exercer des pressions croissantes sur la direction de l'Église uniata afin qu'elle fournisse de nouvelles « preuves » de son loyalisme à l'égard du régime en souscrivant à certaines de ses mesures de propagande et en se joignant à lui pour combattre activement le mouvement nationaliste ukrainien<sup>31</sup>. Mais lorsque les uniates leur parurent manquer à leur devoir de satisfaire pleinement aux exigences soviétiques<sup>32</sup>, les autorités exercèrent des sanctions contre l'Église, comme la suppression des moyens normaux de communication entre l'épiscopat et les prêtres des paroisses. Réduits à l'isolement, les prêtres se voyaient contraints d'assister aux conférences régionales anti-uniates organisées par les fonctionnaires soviétiques « pour leur ouvrir les yeux »<sup>33</sup>. Au printemps 1945, une vaste campagne de diffamation et d'intimidation fut ouverte dans la presse et la radio ukrainiennes soviétiques<sup>34</sup>. Rappelant par sa violence les chasses aux sorcières de la *Yejovchtchina*, cette campagne émit des accusations politiques d'une gravité croissante contre l'Église catholique ukrainienne, allant jusqu'à l'accuser d'espionnage, de trahison et de subversion, réclamant de sévères sanctions contre ses dirigeants et pressant la partie « non-corrompue » du clergé d'abandonner l'Union et de « retourner » à l'Orthodoxie<sup>35</sup>. Voici un passage typique du principal porte-parole officiel de cette campagne, l'écrivain Yaroslav Halan :

Notre État soviétique a inscrit dans sa loi fondamentale les impératifs inviolables et infrangibles de la liberté de conscience. Il n'intervient pas dans les convictions religieuses personnelles. Mais on ne peut envisager avec calme que

31. *First Victims of Communism, op. cit.*, pp. 32-33. Hrynioch, « The Destruction... », *art. cit.*, p. 8 ; voir aussi V. Beliaev, dans *Nauka i religia*, 1960, n° 11, pp. 66-67.

32. *First Victims of Communism, op. cit.*, p. 33 ; cf. Halan, *Tvory, op. cit.*, vol. II, pp. 285, 381-382.

33. M. Dyrda « Za chervonym murom » dans *Svitlo*, 1946, n° 11, pp. 2-3.

34. La campagne s'ouvrit le 6 avril 1945 par la publication, dans le quotidien de Lviv *Vilna Ukraina*, d'un article violemment anti-uniata, « Z khrestom chy nozhem » (La croix et le poignard), par V. Rosovych (Y. Halan). Il est significatif que cet article ne soulève pas encore la question de la « réunion » avec l'Église orthodoxe russe.

35. Voir, par exemple, le pamphlet de 1945 de Halan « Shcho take uniiia ? (Qu'est-ce que l'Union ?) » (reproduit dans *Tvory, op. cit.*, vol. II, pp. 288-330). Le pamphlet, qui entérine la version tsariste officielle de la « réunion » des uniates en 1839 et 1875, accuse l'union avec Rome d'être une tentative des « ennemis » et des « traîtres » pour faire éclater « l'unique famille des peuples russes ». Halan ne laisse aucun doute quant à l'alternative offerte aux catholiques ukrainiens : ou bien le « retour à la foi des ancêtres », ou bien l'« inévitable » « perte ». Les écrits anti-uniates de Halan (largement diffusés pendant la campagne de « réunion » dans les *oblasti* d'Ukraine occidentale) abondent en définitions de ce genre qui font du catholicisme « une forme fasciste de christianisme », « une citadelle de l'espionnage américain », « un bastion de la réaction ». « Née dans l'obscurantisme, grandie dans le sang des hommes, parasite des blessures de l'humanité, la clique du Vatican est l'enfant disgracieux de l'éternelle médiocrité, une régurgitation tardive du sinistre passé, un anachronisme criant » (*ibid.*, pp. 360-361, 363).

les serviteurs de l'Église uniate exploitent cette liberté religieuse pour s'engager dans des activités criminelles contre le peuple ukrainien, dans le passé au bénéfice de l'Allemagne fasciste (et) aujourd'hui pour la gloire et au profit des impérialistes anglo-saxons. Pour les serviteurs des dieux du swastika et du trident, il n'y a qu'une route, la route de la trahison du peuple, la route des crimes, des meurtres, des fraudes monstrueuses, des mensonges et de la fourberie. Cette route les mènera inévitablement à la catastrophe. Le peuple est sans pitié pour ses ennemis mortels, sans considération pour les habits qu'ils portent... L'activité sanglante de ces criminels doit être arrêtée définitivement...<sup>36</sup>.

2. *Arrestation des dirigeants*. Le 11 avril 1945, le N.K.V.D. arrêta simultanément toute la hiérarchie grecque catholique en Ukraine occidentale, y compris le métropolite Slipyi de Lviv et quatre évêques<sup>37</sup> et il entreprit une rafle des membres influents du clergé séculier et monastique. Après une longue et minutieuse enquête à Kiev, les évêques furent inculpés à la fin de février 1946 pour de prétendus « actes de trahison et de collaboration avec les forces d'occupation allemandes »<sup>38</sup> et, en conséquence, condamnés à de longues peines de travaux forcés<sup>39</sup>. Dans l'intervalle, les autorités prirent des mesures pour empêcher l'élection par le clergé uniate de vicaires capitulaires pour administrer les sièges

36. *Ibid.*, pp. 386-387.

37. Ont été arrêtés avec le métropolite Josyf Slipyi son évêque auxiliaire Nykyta Budka, l'évêque Mykola Charnetskyi, visiteur apostolique de Volhynie résidant à Lviv à cette époque, l'évêque Hryhorii Khomyshyn de Stanislav et son coadjuteur l'évêque Ivan Liatychevskyi. Au cours de la longue perquisition effectuée au palais du métropolite à Lviv et à la résidence de l'évêque à Stanislav, toutes les archives furent confisquées par le N.K.V.D. (certains documents provenant de ces archives furent utilisés par la suite dans la propagande anti-uniate). Voir Halan, *Tvory, op. cit.*, vol. II, p. 382; et *First Victims of Communism, op. cit.*, p. 33. Peu de temps après, en juin 1945, la police soviétique de Berlin arrêta un autre membre de la hiérarchie gréco-catholique ukrainienne, Mgr Petro Verhun, visiteur apostolique pour l'Allemagne (Baran, *Mytropolyt Andrei Sheptytskyi, op. cit.*, p. 139).

38. Voir l'annonce judiciaire de la Procuration de la République socialiste soviétique d'Ukraine dans *L'Osservatore Romano*, n° 241, 14-15 octobre 1946.

39. Après un procès à huis-clos qui s'est déroulé à Kiev en 1946, les condamnations suivantes furent prononcées : métropolite Slipyi, huit ans de travaux forcés ; évêque Khomyshyn, dix ans ; évêques Budka et Liatychevskyi, huit ans et évêque Charnetskyi, cinq ans. Pendant l'enquête judiciaire qui précéda le procès, on rapporte que l'épiscopat uniate subit de fortes pressions en vue de le faire renoncer à Rome et rejoindre l'Église orthodoxe russe (*First Victims of Communism*, p. 36). Le métropolite Slipyi, unique survivant parmi les évêques qui avaient été arrêtés, et qui avait fait plus de dix-sept ans de travaux forcés et d'exil administratif en Sibérie, fut relâché par l'U.R.S.S. au début de l'année 1963 par un geste de « bonne volonté » du gouvernement soviétique à l'égard du Vatican. L'évêque Khomyshyn mourut dans une prison de Kiev en janvier 1947. L'évêque Budka mourut en octobre 1949 dans la région de Karaganda au Kazakhstan et Mgr Verhun en février 1957 dans son exil sibérien. Les évêques Liatychevskyi et Charnetskyi, après avoir purgé une condamnation de dix ans, furent autorisés à retourner en Ukraine occidentale aux environs de 1955, mais avec interdiction officielle d'exercer aucune fonction sacerdotale. Liatychevskyi mourut à Stanislav le 28 novembre 1957, Charnetskyi à Lviv le 2 avril 1959. Voir *Svitlo*, février 1957, p. 6 ; avril 1957, pp. 8-9 ; février 1958, pp. 11-12 ; et *Logos*, avril-juin 1959, pp. 82-83.

vacants<sup>40</sup>. Dans le même temps, les dispositions du code ecclésiastique soviétique de 1929, suspendues jusqu'alors en Ukraine occidentale, furent mises en vigueur. En conséquence, les autorités soviétiques commencèrent à dresser l'inventaire de tous les biens ecclésiastiques, remettant les paroisses sous le contrôle de comités de laïcs approuvés par le gouvernement (« vingtaines »)<sup>41</sup> et interdisant aux prêtres d'exercer leurs fonctions sacerdotales s'ils n'avaient pas obtenu l'« enregistrement » des autorités<sup>42</sup>.

3. *Création d'une direction « patriotique »*. Dans l'Église uniata privée de ses chefs et jetée dans la confusion et la panique, émergea le 28 mai 1945 un prétendu « Groupe d'initiative (*Initsiatyvna*) pour la ré-union de l'Église gréco-catholique avec l'Église orthodoxe russe ». Dirigé par un prêtre de Lviv bien connu, Havryil Kostelnyk, « conditionné » depuis longtemps par les organes de sécurité soviétiques<sup>43</sup>, le « Groupe » se proclama unique chef légal de l'Église<sup>44</sup>. Le 18 juin 1945, en dépit d'une majorité écrasante de l'opposition uniata à cette auto-désignation<sup>45</sup>, le gouvernement soviétique de l'Ukraine publia une instruc-

40. Après l'arrestation des évêques, on rapporte que les chanoines de l'archidiocèse de Lviv élirent le Rév. O. Gorchynsky comme vicaire capitulaire : il fut immédiatement arrêté par le N.K.V.D. ; son successeur, le Rév. M. Galiant, eut le même sort (cf. Dyrda, « *Za chervonym murom* », p. 3). En mai 1945, les fonctions de vicaire pour le diocèse de Stanislav furent exercées par un abbé basilien, V. Balahurak, qui réussit à assurer pendant quelque temps des fonctions « illégales » et à maintenir « un contact illégal avec Rome », jusqu'à ce qu'il fut découvert et arrêté par la police soviétique (A.Z. Shysh, « *Antynarodnia diial'nist' uniiats'koi tservy* », *Pytannia ateizmu*, Kiev 1958, p. 173).

41. Tous les biens d'Église ont été nationalisés depuis 1919 en U.R.S.S. et les organismes ecclésiastiques privés des droits de personne juridique. Les bâtiments et tous les autres « objets du culte » doivent être formellement « loués » aux agents du gouvernement par les groupes locaux (paroissiaux) de vingt laïcs qui signent un « bail » avec l'administration et sont personnellement et collectivement responsables de toute violation de ce bail.

42. Dyrda, « *Za chervonym murom* », *art. cit.*, pp. 2-3.

43. Voir Hryniokh, « *The Destruction...* », *art. cit.*, pp. 21-22.

44. Les autres membres du « groupe d'initiative » étaient les prêtres Mikhaïlo Melnyk, vicaire général du diocèse de Peremyshyl, et Antonii Pelvetskyi, de Kopychyntsi, diocèse de Stanislav, de même qu'un laïc, Serge Khrutskyi, désigné comme secrétaire du « Groupe ». Fait symptomatique : tandis que l'approbation officielle du Groupe par les autorités soviétiques ne fut donnée que le 18 juin, le « Groupe d'initiative » adressa le 28 mai, le jour de sa fondation, un message au clergé gréco-catholique, lui annonçant que le « Groupe » avait été formé avec « l'approbation des autorités » et que « le gouvernement soviétique ne reconnaîtrait que les instructions émanant du Groupe d'initiative et ne reconnaîtrait aucune autre autorité administrative dans l'Église gréco-catholique » (*Diiannia Soboru*, *op. cit.*, pp. 15, 23).

45. On rapporte qu'en réponse au message du « Groupe », quelque 300 prêtres se réunirent le 1<sup>er</sup> juin dans la cathédrale Saint-Georges de Lviv et adressèrent une lettre à Viatcheslav Molotov, dans laquelle ils protestaient contre l'usurpation d'autorité du « Groupe » de Kostelnyk. Ils appelaient à la libération des évêques arrêtés et demandaient, au nom de la « liberté de conscience et de pratique religieuse », garantie par la Constitution stalinienne, la restauration de la hiérarchie canonique dans l'Église (W. Dushnyck, *Martyrdom in Ukraine : Russia denies Freedom*, New York, sans date, p. 27).

tion dans laquelle le « Groupe d'initiative » était « officiellement reconnu comme le seul organe ecclésiastique et administratif provisoire ayant le droit de diriger sans réserve les paroisses gréco-catholiques existant dans les oblasts occidentaux de l'Ukraine et de promouvoir leur réunion avec l'Église orthodoxe russe ». Le « Groupe » avait l'instruction d'agir en accord avec le représentant à Kiev du Conseil pour les affaires de l'Église orthodoxe russe et de transmettre à cette dernière « la liste de tous ceux, doyens, prêtres et supérieurs de monastères qui refuseraient de se soumettre à la juridiction du Groupe d'initiative... »<sup>46</sup>.

4. *Intervention du Patriarcat de Moscou.* Au printemps de 1945, une troisième force, l'Église orthodoxe russe, intervint en Ukraine occidentale pour se joindre aux autorités et au « Groupe d'initiative » afin de liquider l'Église gréco-catholique<sup>47</sup>. En avril 1945, le nouveau patriarche de Moscou et de toutes les Russies, Alexis (Simanskiï) adressa un message « Au clergé et aux fidèles de l'Église grecque catholique », en ignorant ouvertement l'épiscopat de cette Église. Le message patriarcal accusait le Vatican et la hiérarchie uniaste de sympathies pro-fascistes et appelait les fidèles de la « Russie galicienne », « puisque la divine Providence avait rendu à la Russie ses anciennes frontières », à briser leurs liens avec le Vatican qui les conduisaient à « l'obscurantisme et à la ruine spirituelle » et à « se hâter de revenir » à l'Église orthodoxe russe<sup>48</sup>. Beaucoup plus tard, le 4 décembre 1945, un message similaire était adressé par l'exarque patriarcal de Kiev, le métropolite Ioan (Sokolov)<sup>49</sup>. Dans l'intervalle, au cours de la vague d'arrestations de la hiérarchie uniaste, le Patriarcat de Moscou s'empressa d'ordonner comme nouvel évêque orthodoxe d'Ukraine occidentale, le prêtre de Kiev Makarii Oksiuk, en lui donnant la mission d'« assister » le « Groupe d'initiative » dans la campagne de « réunification »<sup>50</sup>. Évidemment, Makarii prit bientôt en charge le côté « ecclésiastique » de cette campa-

46. Pour le texte de la réponse gouvernementale, signée par le représentant du Conseil pour les Affaires de l'Église orthodoxe russe en U.R.S.S., P. Khodchenko, voir *Dziannia Soboru*, op. cit., p. 19-20. Il est significatif, alors que l'Église uniaste avait été jusqu'alors sous la surveillance du Conseil du gouvernement pour les Affaires des cultes religieux (non-orthodoxes), qu'elle ait alors été transférée à la juridiction de l'organisme d'État chargé de l'Église orthodoxe, et cela sans attendre même les formalités de la « réunion ».

47. Il est tout à fait vraisemblable que la réunion du 10 avril 1945 entre Staline et Molotov, d'une part, et le Patriarche Alexis, le Métropolite Nicolas et le protopresbytre N.F. Kolchytiskii, d'autre part, tenue à la veille de l'arrestation des évêques grecs catholiques et qui fut aussitôt rendue publique, ait été l'occasion officielle de mettre au point le programme d'une campagne conjointe de l'Église et de l'État en Ukraine occidentale. Voir *Moskovskaia Patriarkhia, Patriarkh Sergii i ego dukhovnoe nasledstvo*, Moscou, 1947, p. 376.

48. Voir *Poslanie* d'Alexis, cité in extenso par Dushnyck, *Martyrdom*, op. cit., pp. 33-35.

49. Voir *Revue du Patriarcat de Moscou*, 1946, n° 1, pp. 9-11.

50. Ordonné à Moscou le 22 avril 1945, l'évêque Makarii arriva à Lviv dès le 27 avril, après consultations à Kiev. Voir *Eparkhialnyi Visnyk*, 1946, n° 5, pp. 20-21 ; et *Pravoslavnyi Visnyk*, 1961, n° 3, p. 68.

gne, jouant par la suite le même rôle en Ukraine carpathique et méritant par ses efforts la dignité d'archevêque des territoires « réunis ».

5. « Rééducation » et purge du clergé uniate. Durant les neuf mois qui ont suivi sa création, le « Groupe d'initiative » entreprit une campagne intensive d'endoctrinement destinée à « persuader » le clergé uniate de la nécessité de son union avec l'Église orthodoxe. Le principal argument mis en avant dans cette campagne apparaît bien avoir été d'ordre politique et opportuniste plutôt que de caractère théologique : la « déloyale » Église uniate ne sera pas tolérée par le pouvoir soviétique ; alors, pourquoi nous exposer à d'inutiles souffrances à la manière de nos « évêques politiquement aveugles », si nous pouvons continuer à servir nos ouailles au sein de l'Église orthodoxe russe et même améliorer notre situation politique et économique ?<sup>51</sup>. Pendant leur campagne, les chefs du « Groupe » jouèrent aussi lourdement des vieilles tensions « Est-Ouest » au sein de l'Église gréco-catholique, dans l'intention évidente de gagner à l'Orthodoxie les éléments uniates mécontents des pressions latinisantes qui avaient été exercées et des rigueurs du célibat<sup>52</sup>. Pour diffuser son message, le « Groupe d'initiative » se vit octroyer le rare privilège de publier des brochures et un mensuel *Eparkhiialnyi Visnyk*<sup>53</sup> en plus de la priorité donnée à ses activités dans la presse locale. Cependant, les principaux stratagèmes utilisés dans cette campagne de « rééducation » étaient les conférences de district (*dekanalni*) du clergé, dirigées par les chefs du « Groupe », en présence, selon nos informations, de fonctionnaires de la Sécurité soviétique<sup>54</sup>. Là où ni les arguments anti-uniates ni les menaces de « non-enregistrement » n'arrivaient à persuader les prêtres de signer des déclarations d'adhésion à l'autorité et aux objectifs du « Groupe », les organes du N.K.V.D. intervenaient. Lorsque leurs moins astucieuses méthodes de « persuasion » échouaient à briser la résistance des prêtres « récalcitrants » (*upirni*), ceux-ci faisaient l'objet de condamnations sommaires à des peines de travaux forcés ou de déportation d'une durée variable<sup>55</sup>. De cette manière, d'une poignée de 42 adhérents acquis au « Groupe d'initiative » pendant le premier mois de la campagne<sup>56</sup>, le nombre des adhé-

51. Voir *Diiannia Soboru*, op. cit., pp. 25-26, 59-75, 79-117.

52. *Ibid.*, pp. 21-22 ; *Eparkhiialnyi Visnyk*, 1946, n° 2-3, pp. 3-7.

53. Dès le mois d'août 1945, le Groupe d'initiative publia le traité anti-papal de Kostelnyk (*Apostol Petro i rymski papy, abo dohmatychni osnovy papstva*), prétendument écrit en 1931 et désormais désigné comme lecture obligatoire pour le clergé gréco-catholique. En janvier 1946, le Groupe commença la publication d'un mensuel, *Eparkhiialnyi Visnyk*, qui devint par la suite l'organe des diocèses « réunis », et prit en février 1948 le nom de *Pravoslavnyi Visnyk*. Ce mensuel, seul périodique orthodoxe en langue ukrainienne en U.R.S.S., aurait cessé de paraître en 1963. Voir aussi *Diiannia Soboru*, op. cit., pp. 25, 61.

54. *Svitlo*, 1961, n° 10, p. 426 ; Dyrda « Za chervonym murom », art. cit., 1946, n° 12, p. 6.

55. *Ibid.* ; *First Victims of Communism*, op. cit., p. 40.

56. Dushnyck, *Martyrdom*, op. cit., p. 27.

rents passa prétendument à un total de 986 prêtres en mars 1946, soit environ 49 % de tout le clergé gréco-catholique d'Ukraine occidentale<sup>57</sup>. Des quelque 1 020 prêtres encore « récalcitrants » qui restaient, et dont la majorité était constituée de membres du clergé monastique, alors en grande partie dispersé, 281 étaient encore signalés officiellement à cette date<sup>58</sup>. Les autres, environ 740 clercs, étaient soit emprisonnés et déportés, soit réfugiés dans la clandestinité<sup>59</sup>. L'étape de la réalisation « canonique » de la « réunion » était, d'ores et déjà, évidemment atteinte.

6. *Liquidation et « réunion »*. Pour créer une fiction d'abolition « volontaire » et « canonique » de l'Union avec Rome et de « retour » des uniates à l'Église russe, le régime eut recours au précédent du Sobor de Polotsk de 1839<sup>60</sup> ainsi qu'à quelques éléments apparemment empruntés à l'arsenal des années vingt dans la guerre des Soviets contre l'Église<sup>61</sup>. Cependant, contrairement aux circonstances précédentes, une condition préalable canoniquement indispensable manquait en 1946 : la participation des évêques dans la convocation et la conduite d'un synode de l'Église. Aussi, comme aucun des évêques uniates emprisonnés ne pouvait être gagné à une telle entreprise, le patriarche de Moscou eut recours à l'ingénieuse astuce qui consista à ordonner *secrètement* à Kiev, en février 1946, comme évêques orthodoxes deux chefs du « Groupe d'initiative », les prêtres Pelvetskyi et Melnyk<sup>62</sup>; dans le même temps, et dans le même secret, Kostelnyk et d'autres membres dirigeants du « Groupe » étaient officiellement admis dans l'Église orthodoxe russe<sup>63</sup>. Ainsi, paradoxalement, le synode de l'Église grecque catholique devait être convoqué et dirigé par des ecclésiastiques qui avaient déjà cessé d'appartenir à cette Église.

57. Selon différentes estimations parues dans *Svitlo* (1951, n° 22, p. 3), les « convertis » représentaient environ le tiers du clergé dans son ensemble, environ la moitié du clergé ayant été arrêté ou déporté, et le reste étant entré dans la clandestinité.

58. *Diiannia Soboru*, *op. cit.*, pp. 53-58, 61.

59. Estimation basée sur les rapports publiés dans *First Victims of Communism*, *op. cit.*, pp. 40, 42, 64; *Svitlo*, 1947, n° 20, p. 1, et Dyrda, « Za chervonym murom », *art. cit.*, 1946, n° 11, pp. 3-4.

60. Pour un compte-rendu bien documenté de la campagne de « réunion » qui eut son point culminant dans le Synode de 1839 (et qui présenta des analogies frappantes avec les techniques employées en Ukraine occidentale en 1945-1946), voir Wasyl Lencyk, « The Eastern Catholic Church and Tsar Nicholas I » (dissertation inédite du doctorat en philosophie, Fordham University, New York, 1961), en particulier pp. 114-197. Cf. W. Kolarz, *Religion*, *op. cit.*, p. 233.

61. On remarquera en particulier les analogies avec le « coup » monté en 1922 par le groupe de l'« Église vivante » dans l'Église orthodoxe russe après l'arrestation du patriarche Tikhon; le « Synode » rénovationniste de 1923; et le « Synode » d'auto-liquidation de l'Église orthodoxe autocéphale ukrainienne en janvier 1930 (cf. *Istina* XXX, 1985, pp. 339-342).

62. Voir *Diiannia Soboru*, pp. 27-31.

63. *Ibid.* Kostelnyk fut honoré à cette occasion du titre ecclésiastique le plus élevé pour le clergé blanc (marié), celui de *mitrofornyi protoierei* (protopresbytre).

Le « Synode de réunion » qui se tint à Lviv du 8 au 10 mars 1946, a présenté tous les caractères d'un arrangement soigneusement étudié. La date avait été choisie pour coïncider avec le 350<sup>e</sup> anniversaire de l'Union de Brest<sup>64</sup>. Il n'y eut pas d'élection préalable de délégués et le programme et les règlements du synode ne furent pas publiés à l'avance. En effet, il apparaît d'après les actes de cette assemblée, que l'événement lui-même fut soustrait à la connaissance du public jusqu'à ce que le synode ait terminé ses travaux<sup>65</sup>. La participation fut subordonnée à l'invitation du « Groupe d'initiative » et les 216 ecclésiastiques et les 19 « délégués » laïcs furent logés dans des hôtels sélectionnés et transportés en groupe aux sessions du synode<sup>66</sup>. Outre les représentants du patriarche de Moscou<sup>67</sup>, les opérateurs soviétiques de prises de vues et les journalistes étaient aussi sur place à la cathédrale Saint Georges de Lviv pour rendre compte du déroulement du synode<sup>68</sup>. Si quelques-uns des participants entretenaient encore quelque espoir pour l'Union, celui-ci fut dissipé dès la veille du Synode par un avis, diffusé au bon moment, de la *prokuratura* soviétique qui condamnait les évêques emprisonnés de l'Église<sup>69</sup>. Se dispensant, comme il se devait, des subtilités de procédure, les dirigeants du « Groupe d'initiative » se désignèrent eux-mêmes comme *praesidium* du Synode et annoncèrent son programme<sup>70</sup>. Après plusieurs heures de discours par les dirigeants du « Groupe » et une « discussion » dont l'harmonie fut gâtée par une voix qui proposa l'ajournement du Synode<sup>71</sup>, il fut décidé d'adopter à scrutin *ouvert* la décision finale concernant la destinée future de l'Église. Le président du « Groupe », Kostelnyk, présenta alors à l'assemblée une résolution qui fut adoptée à l'unanimité, par un vote à mains levées,

64. Certains éléments semblent indiquer que le Synode était prévu à l'origine pour février (cf. un télégramme « prématuré » du patriarche Alexis envoyant sa bénédiction à Kostelnyk « à la veille du prochain Synode », daté cependant du 12 février ; *ibid.*, p. 62).

65. Voir *Ibid.*, p. 33.

66. *Ibid.*, pp. 32-35.

67. La délégation était composée des évêques Makarii de Lviv, Nestor d'Uman, et du protopresbytre Konstantin Ruzhytskyi, chancelier de l'exarque de Kiev. Plus tard, le deuxième jour du « Synode », le métropolite Joan (Sokolov), exarque patriarcal pour l'Ukraine, parut au Synode pour « recevoir » les « convertis » dans le giron de l'Église orthodoxe russe (*ibid.*, pp. 36, 45-46).

68. Le film du Synode fut montré par la suite à divers dignitaires ecclésiastiques en visite par les fonctionnaires du Conseil pour les affaires de l'Église orthodoxe russe. Voir, par exemple, *Zhurnal Moskovskoi Patriarkhii*, 1946, n° 10, p. 22.

69. Voir *Lvovskaia Pravda*, 1<sup>er</sup> mars 1946.

70. Des questions de procédure furent tranchées le 6 mars à une « réunion présynodale » à laquelle assistaient vingt prêtres (y compris des membres du Groupe d'initiative). *Diannia Soboru*, *op. cit.*, pp. 33-35.

71. Selon les Actes du Synode, la motion du prêtre Vasyl Lesiuk proposait « de regarder le présent Synode comme une phase préparatoire en la matière (de la réunion) et de différer la décision elle-même à une date ultérieure ». La motion aurait été rejetée par un vote « unanime » à mains levées. *Ibid.*, pp. 42-43.

sans autre discussion. Dans ce document, le Synode, ayant condamné l'Église de Rome pour « hérésie » et « soutien au fascisme sanglant », déclarait que :

...L'Union de l'Église avait été imposée à notre peuple au xvi<sup>e</sup> siècle par agression de la Pologne catholique comme un pont en direction de la polonisation et de la latinisation. Dans les circonstances présentes, alors que, grâce à l'héroïsme et à la glorieuse victoire de l'Union soviétique, tous les territoires ukrainiens ont été réunis et que le peuple ukrainien est devenu maître de la totalité de son territoire, il serait déraisonnable de soutenir de nouveaux courants uniates et ce serait une faute impardonnable de poursuivre au sein de notre peuple la guerre haïssable et fratricide dont l'Union a été la cause dans l'histoire et le demeurera toujours<sup>72</sup>.

En conséquence, le Synode décidait « d'annuler l'Union avec Rome, de rompre les liens avec le Vatican et de retourner à la foi orthodoxe et à l'Église orthodoxe russe ». C'est alors seulement que furent présentés aux « délégués » non initiés les deux évêques « pris dans leur sein », dont la présence au Synode était apparemment destinée à la fois à résoudre le problème de la « validité canonique » de cette assemblée et à dissiper la crainte que le clergé puisse être dirigé dorénavant par des hiérarques qui lui seraient ethniquement étrangers<sup>73</sup>.

Les deux jours restants du Synode de Lviv furent consacrés aux aspects cérémoniaux de la « réunion », au cours desquels les anciens uniates furent reçus dans l'Église orthodoxe russe par l'exarque de Kiev Ioan et l'évêque Makarii<sup>74</sup>. En plus de la pétition par laquelle ils sollicitaient le patriarche de Moscou de les admettre sous son autorité<sup>75</sup>, tous les « délégués » signèrent des messages lourdement politisés à l'adresse du Soviet suprême de l'Ukraine<sup>76</sup>, de Khrouchtchev et, évidemment,

72. *ibid.*, pp. 127-128.

73. *ibid.*, pp. 43-44. Les mêmes considérations figurèrent évidemment aussi dans le choix de Makarii (Oksiuk) pour le siège de Lviv-Ternopil. Makarii, selon la *Revue du Patriarcat de Moscou* (1947, n° 12, p. 46), avait « une parfaite maîtrise de la langue ukrainienne, avec un accent galicien qui faisait impression sur ses auditeurs uniates ». Au moment de la consécration secrète de Melnyk et de Pelvetskyi comme nouveaux évêques orthodoxes pour les diocèses de Drohobych et de Stanislaviv (février 1946), le « Groupe d'initiative » se vit promettre que « un peu plus tard, un évêque auxiliaire pour Lviv, originaire de notre peuple serait également consacré » (*Diiannia Soboru*, op. cit., p. 27). La promesse ne fut tenue qu'en 1960, lorsque l'évêque Hryhorii Zakaliak fut transféré de Bukovyna à Lviv (*Pravoslavnyi Visnyk*, 1960, n° 6-7, p. 163).

74. *Diiannia Soboru*, op. cit., pp. 45-46.

75. *Ibid.*, pp. 136-137. La pétition reconnaît que « nous avons encore à surmonter des obstacles importants et variés pour (assurer) le triomphe de la sainte Orthodoxy dans toutes les paroisses de notre Église. Même une création aussi artificielle que l'Union a des racines profondes dans le cœur de certains membres de notre peuple (en particulier parmi les moines et les religieuses), parce qu'ils sont aveuglés depuis leur enfance par la gloire de l'Église romaine » (p. 136).

76. *Ibid.*, pp. 145-147. « Nous voulons avoir notre centre religieux, affirme le message, non à Rome, qui fut pour nous une mère adoptive et ne nous a rien donné, mais à Kiev, qui est la mère de toute la Rus, et à Moscou, qui est devenu le libérateur et le défenseur de tous les Slaves... Nous en informons (de la réunion) le Soviet suprême de l'U.R.S.S., afin qu'il enregistre et reconnaisse ce changement historique et prenne sous sa protection notre Église à nouveau orthodoxe » (p. 147).

de Staline, ce dernier document se voyant octroyer l'honneur d'une publication différée dans la *Pravda*<sup>77</sup>. Un autre message, adressé « au clergé et aux fidèles de l'Église gréco-catholique » pressait les « récalcitrants » d'abandonner leur résistance sans espoir à la « Rus orthodoxe » tout entière : « Assez de tortures et de souffrances ont été imposées par Rome à tous les peuples... Ne gaspillez pas vos énergies et celles du peuple pour mettre en œuvre des idées fausses »<sup>78</sup>.

Au début d'avril, une délégation des diocèses « réunis », conduite par Kostelnyk, fut reçue par le patriarche Alexis à Moscou et se joignit à lui pour la célébration de la fête du « Triomphe de l'Orthodoxie ». Consciente des réactions hostiles de l'étranger aux événements d'Ukraine occidentale, l'agence Tass saisit cette occasion pour interviewer Kostelnyk, qui assura au monde que la liquidation de l'Église gréco-catholique ukrainienne était pleinement volontaire : toutes les conversions s'étaient produites par des « déclarations personnelles » du clergé ; « il n'y avait pas eu d'arrestations du clergé gréco-catholique ni avant ni après le Synode » ; quant à l'arrestation des évêques et de « plusieurs prêtres », ceux-ci ont été arrêtés non en raison de leur qualité d'ecclésiastiques, mais « en tant que citoyens de l'U.R.S.S., pour haute trahison »<sup>79</sup>.

7. *Liquidation des survivances de l'Union.* Le résultat attendu du « Synode » de Lviv fut suivi de l'action, également prévisible, des autorités soviétiques, qui en effet donnèrent force de loi aux décisions du Synode sur tout le territoire soviétique<sup>80</sup>, reconnaissant leur caractère obligatoire non seulement pour le clergé et les laïcs qui n'étaient pas représentés au Synode, mais aussi pour le diocèse de Munkacs-Ujgorod, de l'Église gréco-catholique, séparé juridictionnellement et situé dans l'Ukraine carpathique récemment annexée. En dépit de l'existence d'une importante minorité orthodoxe en Ukraine carpathique, l'action conjuguée du Patriarcat (représenté par l'évêque Nestor de 1945 à 1949) et des autorités soviétiques ne réussit jusqu'au début de 1949, à faire qu'un seul « converti » dans le clergé uniaste — un prêtre d'Ujgorod, Irenei Kondratovich. Choisi par les autorités pour être le « porte-parole » de l'Église gréco-catholique, il lui fut fait l'honneur d'annoncer l'« Acte de réunion » à la cathédrale de Munkacs le 28 août

77. *Ibid.*, pp. 141-142 ; *Pravda*, 17 mars 1946.

78. *Diiannia Soboru*, *op. cit.*, pp. 129-132.

79. L'interview, datée du 9 avril 1946, fut publiée dans la *Revue du Patriarcat de Moscou*, 1946, n° 4, pp. 35-36.

80. Cette action du gouvernement soviétique, bien qu'elle ne fût pas sans précédents, était une violation pure et simple à la fois de la Constitution sur la séparation de l'Église et de l'État et de sa législation qui déniait toute valeur obligatoire et toute validité légale à des décisions adoptées par des institutions ecclésiastiques. De la sorte, aucune loi ni aucune disposition administrative interdisant l'Église gréco-catholique ukrainienne n'a jamais été promulguée en Union soviétique, bien qu'en plusieurs circonstances des porte-parole soviétiques aient fait allusion à l'Église uniaste comme à l'une des organisations ecclésiastiques « interdites » ou « illégales ». Il y a là une preuve indirecte que l'Église a été interdite en vertu d'une disposition administrative secrète.

1949. L'évêque Théodore Romzha de Munkacs-Ujgorod, ayant réussi à résister aux pressions soviétiques qui l'incitaient à rejoindre l'Église orthodoxe russe, mourut dans des circonstances quelque peu mystérieuses le 1<sup>er</sup> novembre 1947. Son successeur, l'évêque Oleksander Khira, fut immédiatement emprisonné par le N.K.V.D. et condamné à dix ans de travaux forcés. C'est seulement après février 1949, avec l'arrivée en Ukraine carpathique de l'évêque Makarii, que les méthodes déjà expérimentées de « persuasion » furent appliquées à l'encontre des « récalcitrants » gréco-catholiques : « mise en condition » par le N.K.V.D., arrestations de masse et déportations de ceux qui avaient omis de soumettre à Makarii leur « déclaration de conversion ». Aucun chiffre du clergé « réuni » ne fut publié à l'époque de l'« acte de réunion » ou après ; il est vraisemblable que le petit nombre de « convertis » influa sur la décision des autorités de se dispenser de l'artifice d'un « synode » en Ukraine carpathique<sup>81</sup>.

Dans toute l'Union soviétique, les prêtres de l'« Église interdite » qui étaient encore en activité furent désormais traqués et accusés d'exercice « illégal » de leurs fonctions sacerdotales, tandis que tous les monastères uniates qui restaient furent fermés et employés à des usages profanes<sup>82</sup>. Ce qui restait de l'Église gréco-catholique en U.R.S.S. ne pouvait plus dorénavant subsister que dans les « catacombes » ou dans les esprits et les consciences de prêtres et de croyants camouflés en convertis de l'Orthodoxie<sup>83</sup>.

#### IV

Le caractère artificiel de la « réunion » laissa toutefois le Patriarcat et le régime face à de graves problèmes : la suppression de la résistance persistante, ouverte et passive, à l'Orthodoxie, et l'assimilation des « convertis » à l'Église russe. Les dimensions prises par ces problèmes ont été bien illustrées par les événements qui se sont déroulés par la suite en Ukraine occidentale. Ainsi, en septembre 1948, le chef ecclé-

81. Le meilleur compte rendu disponible de la campagne de « réunion » en Ukraine carpathique est celui qui a été rédigé par Vasyl Markus, *Nyshchennia Hreko-Katolytskoi Tserkvy v Mukachivskii Ieparkhii v 1945-1950 rr.*, Paris, 1962. Voir aussi *First Victims of Communism*, op. cit., pp. 48-58 ; *Revue du Patriarcat de Moscou*, 1949, n° 10, pp. 5-11 ; et *Svitlo*, 1959, n° 5, p. 210.

82. Voir Dyrd, « Za chervonym murom », art. cit., 1946, n° 11, pp. 3-4 ; *Svitlo*, 1947, n° 20, p. 1 ; 1951, n° 12, p. 1 ; 1961, n° 10, pp. 425-426 ; 1962, n° 3, p. 118.

83. Voir dans W. Kolarz, op. cit., pp. 241-243, la question de l'« Église cryptocatholique » en Ukraine occidentale. En janvier 1950, un synode d'évêques de diocèses « réunis » publia une longue déclaration interdisant une série de « pratiques uniates » dans les paroisses officiellement orthodoxes (*Pravoslavnyi Visnyk*, 1957, n° 10-11, pp. 116-118). La résistance tenace du clergé et des fidèles aux « innovations » fit l'objet d'une conférence des doyens du diocèse de Lviv en octobre 1957 (*ibid.*, 1957, n° 12, pp. 368-372). Le *Pravoslavnyi Visnyk* avait déjà publié un rapport (1957, n° 8-9, p. 257) sur les difficultés rencontrées par l'épiscopat pour « aider le clergé à être orthodoxe non seulement de nom et à titre officiel, mais aussi en esprit, par conviction et en pleine conscience ».

siastique de la campagne de « réunion », le protopresbytre Kostelnyk, fut assassiné à Lviv, assassinat qui fut attribué à la résistance clandestine<sup>84</sup>. Son homologue bolchevique, l'écrivain Halan, subit le même sort en octobre 1949<sup>85</sup>. Pendant des années, une partie des uniates, notamment l'intelligentsia urbaine, boycotta les églises « réunies » et fréquenta les quelques églises catholiques restantes<sup>86</sup>. Dans de nombreuses paroisses privées de prêtres, les églises demeurèrent fermées, les fidèles refusant d'accepter les prêtres orthodoxes<sup>87</sup>.

Beaucoup de prêtres n'acceptant l'Orthodoxie que pour la forme et continuant d'observer les pratiques de la tradition gréco-catholique, un grand nombre d'Ukrainiens occidentaux considérèrent apparemment qu'il était préférable de participer à la « nouvelle » Église plutôt que de vivre sans Église. Néanmoins, une partie importante des laïcs uniates continuèrent à dépendre des rares services des prêtres et des moines « illégaux » — ceux qui, ayant refusé la « conversion », avaient échappé à l'arrestation en se cachant ou en embrassant des vocations séculières<sup>88</sup>. Le nombre de ces prêtres « illégaux » s'accrut en particulier vers le milieu des années cinquante grâce au retour des prêtres « récalcitrants » qui avaient purgé leurs peines ou avaient bénéficié des amnisties post-staliniennes. L'intensification des activités clandestines des uniates qui en résulta, alliée à l'espoir largement répandu qu'avec la déstalinisation le régime autoriserait la légalisation de l'Église gréco-catholique ukrainienne, créa en 1957 une inquiétude considérable dans l'Église orthodoxe locale, d'autant que dans certaines paroisses les fidèles commençaient à répudier l'Orthodoxie<sup>89</sup>. Cependant, ces espoirs de légalisation ne devaient pas se matérialiser. La déclaration publiée par une conférence des doyens du diocèse de Lviv en octobre 1957 indiqua clairement la stabilité de la position officielle à l'égard de l'Église uniate :

84. *Revue du Patriarcat de Moscou*, 1948, n° 10, pp. 9-10.

85. Voir *Ukrainska Radianska Entsyklopediia*, vol. III, Kiev, 1960, pp. 100-101.

86. Voir *Pravoslavnyi Visnyk*, 1948, n° 3, p. 70 ; et 1948, n° 5, p. 135.

87. Dans le seul diocèse de Stanislav, il y avait au moins 175 paroisses de ce genre entre 1946 et 1956 (*ibid.*, 1957, n° 7, p. 215).

88. Pour les comptes-rendus hostiles de l'activité du clergé uniate « illégal » voir *Pravoslavnyi Visnyk*, 1957, n° 3, p. 70 ; 1957, n° 8-9, p. 255 ; 1957, n° 12, pp. 368-369, 373-374 ; 1958, n° 1, pp. 24-27 ; 1958, n° 5, pp. 133-135 ; 1958, n° 11-12, pp. 349-350, n° 6, p. 189 ; *Zhovten*, 1957, n° 2, pp. 120-126 ; et *Komunist Ukrainy*, 1959, n° 7, pp. 77-82. Selon un rapport soviétique récent (*Molod Ukrainy*, 11 septembre 1964), l'évêque Charnetskyi continua à exercer « illégalement » ses fonctions pastorales après son retour à Lviv en 1955, y compris en procédant à l'ordination de nouveaux prêtres uniates.

89. Voir, par exemple, *Pravoslavnyi Visnyk*, 1957, n° 3, p. 70 ; 1957, n° 7, p. 255 ; 1957, n° 8-9, p. 284 ; 1958, n° 5, pp. 133-135. Voir aussi un article de I. Melnychuk (« Vidpovid fanatykovi » dans *Zhovten*, 1957, n° 2, pp. 120-126), attaquant le clergé uniate clandestin pour son agitation en faveur de la « réouverture de la traîtresse Église uniate ».

...Les rumeurs répandues par les fanatiques uniates et autres opposants à l'Orthodoxie, selon lesquelles l'Union serait restaurée dans les *oblasti* occidentaux, sont des inventions de nos ennemis, calculées pour tromper à la fois le clergé réfractaire et les fidèles. L'Union a été liquidée par notre peuple... Et aujourd'hui, l'Union est un outil aux mains des ennemis de notre patrie, l'Union soviétique<sup>90</sup>.

Les manœuvres soviétiques tentées par la suite pour parvenir à un *modus vivendi* avec le Vatican, y compris la libération au début de 1963, après de longues années d'emprisonnement, du primat de l'Église gréco-catholique ukrainienne, le métropolite Iossif Slipyj<sup>91</sup>, n'ont de toute évidence aucunement affecté l'attitude soviétique à l'égard de cette Église. Les échos récents publiés dans la presse soviétique attestent au contraire le durcissement des mesures répressives à l'encontre des activités persistantes du clergé uniatae « illégal »<sup>92</sup>.

## V

La liquidation de l'Église gréco-catholique ukrainienne ne se limita pas cependant aux frontières de l'Union soviétique. En Pologne, agissant apparemment à la requête du gouvernement soviétique, les autorités liquidèrent le plus ancien diocèse ukrainien, celui de Peremyshl, et arrêterent l'évêque Iosafat Kotsylovskyy et son coadjuteur, l'évêque Hryhorii Lakota. Ils furent extradés en juin 1946 avec les plus âgés de leurs prêtres, livrés aux autorités soviétiques et transférés à Kiev pour y être jugés. L'évêque Kotsylovskyy mourut à l'automne 1947 alors qu'il était dans l'attente de sa condamnation ; l'évêque Lakota périt au camp de concentration de Vorkuta en juin 1951<sup>93</sup>. Un certain nombre de prêtres gréco-catholiques se dispersèrent en Pologne tandis que d'autres accompagnèrent la population ukrainienne frontalière lorsque celle-ci fut sommairement réinstallée par les autorités de Varsovie dans les nouveaux territoires polonais de l'Ouest et du Nord. En dépit des efforts du Patriarcat de Moscou pour étendre sa campagne de « réunion » à la minorité ukrainienne de Pologne, le soutien de certains membres du clergé polonais et, depuis 1956, la libéralisation de la poli-

90. *Pravoslavnyi Visnyk*, 1957, n° 12, pp. 371-372.

91. Après avoir purgé sa condamnation de huit ans, le métropolite aurait été amené à Moscou au printemps 1953, après la mort de Staline, pour une nouvelle enquête, et une offre lui aurait été faite en haut lieu pour sa libération et son retour au siège métropolitain de Lviv, mais au prix du rejet de l'union avec Rome. L'insistance mise par le métropolite à demander aux autorités soviétiques de légaliser l'Église gréco-catholique ukrainienne aboutit à une nouvelle condamnation de sept ans, que le métropolite Slipyj passa au *krai* de Krasnoïarsk. Voir *Svitlo*, 1955, n° 4, p. 31 ; et 1962, n° 3, p. 132 ; et *Ukrainskyi Samostiinyk*, 14 avril 1957.

92. Voir *Voioivnychi ateist*, 1963, n° 12, pp. 22-24 ; *Nauka i Religiiia*, 1963, n° 12, pp. 30-34 ; *Molod Ukrainy*, 11 septembre 1964 ; et, en particulier, *Ogoniok*, novembre 1963, n° 46, pp. 30-31 (rapport sur la découverte de couvents gréco-catholiques clandestins à Lviv).

93. Voir *First Victims of Communism*, *op. cit.*, pp. 46-47 ; et *Svitlo*, 1955, n° 11, p. 6.

tique polonaise des minorités rendirent possible la survie de quelque quarante et une paroisses grecques-catholiques et d'un monastère basilien à Varsovie<sup>94</sup>.

En Tchécoslovaquie, l'Église orthodoxe locale (« satellite » du Patriarcat de Moscou) entreprit après février 1948 une campagne de « réunion » parmi les gréco-catholiques dans la région de langue ukrainienne de Presov en Slovaquie. Officiellement soutenue par le gouvernement de Prague, la campagne suscita la formation de « comités » pour la « réunion », des campagnes de « rééducation » par des fonctionnaires de la police, et des arrestations de membres « récalcitrants » du clergé, parmi lesquels l'évêque Pavlo Goidych (condamné à la prison à perpétuité en janvier 1951, Mgr Goidych mourut à la prison Leopoldovo le 19 juillet 1960). La campagne prit fin le 28 avril 1950 par une « Conférence » à dominante laïque à Presov, qui, au cours de sa session d'un jour, se proclama « Synode gréco-catholique » et vota « à l'unanimité » la « réunion » du diocèse de Presov à l'Église orthodoxe. Au cours du mois qui suivit, le gouvernement de Prague décréta que « l'Église gréco-catholique avait cessé d'exister sur le territoire de la Tchécoslovaquie ». L'évêque auxiliaire de Presov, Vasyl Hopko, qui avait refusé de reconnaître la validité du « Synode » mis en scène par le régime, fut arrêté en 1951 et resta en prison jusqu'en 1963<sup>95</sup>.

A première vue, le seul diocèse ukrainien à survivre dans le bloc communiste, le diocèse de Krizevci en Yougoslavie, aurait dû connaître lui aussi le sort du reste de l'Église, tant en raison des pressions du gouvernement et du Patriarcat de Moscou que de la politique discriminatoire du gouvernement de Belgrade à l'encontre des catholiques. Mais la rupture de la Yougoslavie avec l'U.R.S.S. en 1948 et l'assouplissement de la politique religieuse de Tito qui s'ensuivit, dissipèrent les menaces immédiates qui pesaient sur ce dernier avant-poste de l'Église gréco-catholique dans les pays communistes d'Europe de l'Est.

## VI

Le cas de l'Église gréco-catholique ukrainienne, bien qu'il ne constitue qu'un épisode dans le drame plus vaste de la lutte politique et religieuse entre l'Est et l'Ouest, donne un aperçu éclairant de l'interconnexion entre la politique religieuse de l'Union soviétique et sa politique

94. *Ukrainski Visti*, 11 février 1957. A la suite de l'« Octobre polonais », les organes exécutifs centraux et locaux de la Société socio-culturelle ukrainienne (seule organisation ukrainienne de Pologne reconnue par le gouvernement) prit ouvertement position en faveur de la « normalisation » du statut de l'Église gréco-catholique en Pologne. (Voir le *Nashe slovo* de Varsovie, 30 décembre 1956; 27 janvier 1957; 24 février 1957; et 21 juillet 1957). Ni les pétitions de la Société ni l'action parallèle du clergé catholique ukrainien ne réussirent à obtenir une reconnaissance officielle formelle de l'Église à cette époque.

95. Voir *First Victims of Communism*, op. cit., pp. 58-59; Svitlo, 1960, n° 11; « Konec Unie v Československu », *Svetlo Pravoslavia*, 1950, n° 1-2, pp. 1-27, et *Revue du Patriarcat de Moscou*, 1950, n° 7, pp. 40-53.

des nationalités. L'histoire qui vient d'être relatée fait apparaître qu'en liquidant l'Église uniate et en forçant ses membres à rejoindre l'Église orthodoxe russe, le régime poursuivait plusieurs objectifs conjoints : supprimer une Église qui constituait une minorité bien soudée et qui était relativement imperméable à l'influence soviétique ; faire rentrer ses fidèles dans une organisation ecclésiastique centralisée, contrôlée par l'État et prise dans l'engrenage des exigences policières d'une dictature totalitaire ; repousser les frontières ecclésiastiques de l'Église catholique et minimiser l'influence sur les Soviétiques du Vatican, considéré traditionnellement comme une puissance politique internationale hostile à la fois aux intérêts nationaux de la Russie et au communisme international ; détruire chez les Ukrainiens occidentaux leur institution nationale la plus importante, orientée vers l'Occident, et qui offrait la seule issue légale à leurs aspirations nationales ; et, dans la ligne de « l'amitié des peuples », transférer le clergé et les fidèles uniates dans une Église qui s'identifiait traditionnellement avec l'idée d'une « Russie une et indivisible ».

Si paradoxal que cela puisse paraître pour un régime qui professe « l'athéisme scientifique », la politique ecclésiastique des Soviets a ainsi « réhabilité » le principe tsariste, jadis condamné, qui identifiait l'Orthodoxie avec la nationalité et la loyauté à l'égard du régime, et condamnait l'abandon de l'Église d'État en faveur du catholicisme comme un crime politique. Cette combinaison du nationalisme russe traditionnel et de l'opportunité politique pourrait avoir motivé l'extension de la politique anti-uniate aux États satellites, où la promotion des tendances expansionnistes du Patriarcat de Moscou procurait aussi au Kremlin un canal d'influence supplémentaire et moins apparent, particulièrement propre à favoriser l'accroissement des sentiments panslaves et panorthodoxes.

Quant au rôle du Patriarcat de Moscou dans la liquidation de l'Église grecque-catholique, les documents disponibles manifestent clairement qu'il a agi à cet égard en partenaire consentant du régime dans une opération qu'il a pu considérer comme une occasion unique d'accomplir sa mission religieuse et nationale traditionnelle<sup>96</sup>. L'Église orthodoxe russe a succombé à sa faiblesse historique en s'en remettant à l'intervention de l'État, le bras séculier, pour combattre ses adversaires religieux. Mais on ne peut exclure complètement l'hypothèse que le Patriarcat ait agi sous la pression du régime soviétique ; plutôt que de risquer de perdre les concessions qu'elle avait récemment obtenues, l'Église orthodoxe a pu prendre sa part de la destruction de l'Église uniate en en faisant une des preuves requises de sa loyauté et des services politiques qu'elle pouvait rendre au régime.

Mais si, à la fin des années quarante, le Patriarcat a pu croire à la sollicitude patriotique du régime à l'égard de l'Orthodoxie et à la stabi-

96. Voir, par exemple, *Patriarch Sergei i ego dukhovnoe nasledstvo*, pp. 372-373. Cf. Kolarz, *op. cit.*, pp. 235-237.

lité d'une collaboration entre l'Église russe et l'État athée, il aurait pu se souvenir par la suite des difficultés proverbiales du pacte avec le diable. Dans les perspectives présentes, la promotion constante par le régime de l'Église orthodoxe en Ukraine occidentale et dans les pays satellites, visant à fortifier comme elle le fait la plus importante des Églises d'U.R.S.S., n'est pas le reflet d'un changement fondamental dans l'attitude bolchevique à l'égard de la religion. Si l'on peut soutenir que la collaboration entre l'Église et l'État fut en cette circonstance le résultat de la déviation stalinienne par rapport à la ligne marxiste-léniniste à l'égard de la religion<sup>97</sup>, qui s'est manifestée dans le choix des méthodes pour effectuer la «réunion», on peut reconnaître là la tendance fondamentalement antireligieuse de faire triompher la supériorité de la force sur la foi, la politique sur la religion, l'opportunisme sur le martyre, sans parler de la compromission d'une Église chrétienne en l'associant avec un régime ouvertement athée pour détruire une autre Église chrétienne. Comme le prouvent les événements post-staliniens dans le domaine des relations entre l'Église et l'État, les gains spectaculaires enregistrés par le Patriarcat de Moscou pendant son expansion ecclésiastique d'après-guerre n'étaient en fait que des concessions hasardeuses destinées à ne durer qu'aussi longtemps qu'elles seraient utiles aux objectifs politiques à court terme du régime. Les objectifs idéologiques à long terme de la ligne léniniste sur la religion ayant repris vigueur dans la politique post-stalinienne, les armes dirigées contre les uniates deux décennies auparavant se sont retournées depuis 1959 contre l'Église orthodoxe russe, y compris contre les diocèses «réunis» d'Ukraine occidentale.

97. A la suite du Congrès du Parti en 1961, la propagande antireligieuse soviétique commença à attaquer Staline sur «la réduction de la propagande antireligieuse», les «répressions» à l'encontre des *antireligiozniki* professionnels, les violations du «décret de Lénine sur la séparation de l'Église et de l'État», les concessions faites à l'Église, «en particulier à l'Église orthodoxe», etc. Voir, notamment, *Nauka i Religia*, n° 4, 1962, p. 48; et O.T. Koroliov, *Leninski zapovity ateistam*, Kiev 1963, p. 33.